



CECOM
Centre d'Études en Communication

CAHIERS CONGOLAIS DE COMMUNICATION

Revue interdisciplinaire de l'Université des Sciences de l'Information et de la Communication

Appel à articles

Volume XXII numéro 2

« La télévision congolaise (RDC) à l'ère des dynamiques globales et numériques : 60 ans d'évolutions en perspective comparative »

La célébration des soixante années d'existence de la télévision en République démocratique du Congo (RDC) constitue une occasion privilégiée pour interroger les transformations profondes d'un média qui, depuis son implantation, accompagne les grandes mutations politiques, sociales, culturelles, économiques et technologiques du pays. Loin d'être un simple dispositif technique de transmission des images et des sons, la télévision congolaise apparaît comme un espace de production de sens, de construction des représentations collectives, de médiation sociale et de mise en scène du pouvoir.

Dans les sociétés contemporaines qualifiées par le sociologue français Olivier Mongin de « sociétés des écrans » (2004), les médias audiovisuels occupent une place centrale dans l'organisation des rapports sociaux et dans la circulation des imaginaires collectifs. En RDC, la télévision demeure, depuis six décennies, un écran populaire majeur dont les fonctions ont constamment évolué au gré des transformations de l'État, des recompositions politiques, des mutations économiques et des innovations technologiques. L'étude de l'histoire de la télévision en RDC révèle ainsi plusieurs thèmes et tendances significatifs, notamment l'interaction des publics avec les médias, la reconfiguration de la télévision à l'ère numérique, et l'impact historique des relations entre le pouvoir politique et le développement de ce média dans les différentes transitions politiques menant à la démocratisation du pays. Ces éléments sont essentiels pour comprendre comment la télévision a évolué et continue d'influencer la société congolaise.

L'histoire de la télévision congolaise s'inscrit ainsi dans une trajectoire particulière mais également dans une dynamique plus large qui concerne de nombreux pays africains confrontés aux mêmes enjeux : passage du monopole public au pluralisme audiovisuel, ouverture des marchés médiatiques, transformation des modèles économiques, transition numérique et émergence de nouveaux modes de consommation des contenus à l'ère des plateformes.

Du monopole étatique à l'élan démocratique

Objet de diffusion rapide d'informations, la télévision congolaise sera installée en 1966, d'abord comme un instrument de propagande politique et de construction de la conscience nationale au service du régime autoritaire alors en place.

Ce nouveau média, installé, constituera alors une des sections du Département de l'orientation nationale avec des téléviseurs publics installés dans quelques grandes villes du pays avant de faire place au petit écran que l'on adoptera rapidement dans bon nombre de foyers comme moyen de divertissement.

Mais, la télévision à l'instar de la radio demeurera la voix de l'autorité. Surnommée la « Voix du Zaïre », cette télévision publique reflètera le monolithisme politique entretenu durant la II^{ème} République, bien que le principe de pluralisme fût reconnu et le droit d'exploitation des signaux radiotélévisés accordés aux opérateurs privés. Son rôle essentiel s'étendra à la séduction massive des « citoyens-consommateurs » avec des programmes variés répondant au triptyque « informer – éduquer – divertir » produits et livrés par la Belgique, ancienne puissance colonisatrice, à travers la firme Congovox (Elite, 2014).

De manière plus générale, l'histoire de la télévision en RDC et en Afrique est profondément marquée par des influences extérieures, et notamment par la coopération audiovisuelle avec la France après les indépendances (Losch, 2021). Cette période a vu une interconnexion étroite entre les télévisions nationales africaines et les médias français, influençant de manière durable la construction de l'identité culturelle locale (Losch, 2021).

Au début des années 1990, le paysage audiovisuel africain connaîtra des transformations majeures liées aux vagues de démocratisation qui vont traverser le continent. Après plusieurs décennies marquées par des régimes politiques autoritaires et des systèmes médiatiques largement contrôlés par les États, les revendications sociales, les crises économiques et les pressions internationales conduiront de nombreux pays africains à engager des réformes politiques profondes (Gazibo, 2010). La RDC s'est alors distinguée comme l'un des rares pays du continent où la télévision privée s'est développée de manière précoce, dès le début de cette décennie (Frère, 2008).

Dans plusieurs États d'Afrique francophone, les Conférences nationales constitueront des moments décisifs de redéfinition des rapports entre pouvoir politique, médias et société. Du Bénin (février 1990) à la RDC (ancien Zaïre, août 1991–décembre 1992), en passant notamment par le Gabon (mars–avril 1990), le Congo (février–juin 1991), le Niger (juillet–novembre 1991), le Mali (juillet–août 1991), le Togo (juillet–août 1991) et le Tchad (janvier–avril 1993), ces processus d'élan démocratique favoriseront l'émergence de nouveaux cadres institutionnels consacrant progressivement la liberté d'expression, le pluralisme politique et la libéralisation du secteur médiatique (Blanchard, 2019).

Dans ce contexte, une rupture historique marquera la fin progressive du monopole étatique sur l'audiovisuel. Les médias ne seront plus seulement envisagés comme des instruments de transmission du discours officiel, mais bien comme des espaces de débat, de confrontation des idées et de participation citoyenne. Comme l'a montré Marie-Soleil Frère (2000), les nouveaux

médias privés africains étaient devenus progressivement des acteurs de la transition démocratique en offrant des tribunes inédites aux partis politiques, aux organisations de la société civile et aux citoyens.

Émergence, structuration et complexités du secteur privé

En RDC, l'ouverture politique amorcée au début des années 1990 a entraîné une transformation significative du paysage audiovisuel. Les réformes engagées sous la pression des mobilisations sociales et institutionnalisées par la Conférence Nationale Souveraine (CNS) ont créé les conditions d'apparition des premières chaînes de télévisions privées. Cette évolution a marqué une rupture avec le modèle historique de la télévision publique comme principal producteur et diffuseur de l'information audiovisuelle.

Les premières chaînes privées ont ainsi vu le jour au début des années 1990 en respectant un minimum de procédures formelles d'enregistrement : Antenne A (1991), Canal Kin 1 (1993), Canal Kin 2 (1995), Radiotélévision Kin Malebo (1995), ou encore Raga (1996). Toutefois, selon Marie Soleil Frère (2008), l'anarchie s'est rapidement installée dans le secteur. Généralement couplées avec des stations de radio dont elles ont d'abord constitué une extension - en leur empruntant leur personnel d'animation avant bien souvent de leur voler la vedette -, ces nouvelles chaînes ont profondément redéfini l'environnement médiatique.

Cependant, l'émergence des télévisions privées congolaises ne correspondra pas immédiatement à l'instauration d'un marché audiovisuel pleinement autonome et indépendant. Plusieurs chaînes de télévisions seront créées ou contrôlées par des acteurs proches du pouvoir politique et évolueront dans un environnement marqué par des rapports complexes entre intérêts économiques, ambitions politiques et production médiatique (Fierens, 2017 ; Frère, 2008 ; M'Pereng Djeri, 2006). On observera une forme d'arrangement implicite entre la télévision publique et les chaînes privées : la première conservera une position dominante dans le traitement de l'information politique et institutionnelle tandis que les secondes investiront davantage les domaines du divertissement et des programmes de proximité (Tshionza, 1996 ; Frère 1996).

Toutefois, la création d'Antenne A en 1991 constituera un moment fondateur dans l'histoire audiovisuelle congolaise. Considérée comme la première véritable chaîne privée du pays, Antenne A introduira des nouvelles pratiques professionnelles et éditoriales : diversification des programmes, traitement pluraliste de l'actualité, ouverture aux débats politiques et émergence d'une concurrence susceptible de stimuler la modernisation de la télévision publique. Son apparition inaugurera une nouvelle phase caractérisée par la multiplication progressive des opérateurs privés et par une redéfinition du rôle social de la télévision (Frère, 2005). Malgré cette prolifération, le niveau de professionnalisation et de viabilité structurelle reste très inégal. Parmi la centaine de chaînes privées qui émettent à Kinshasa, seule une minorité présente un niveau minimal de structuration, à l'instar de Digital Congo, Antenne A, RTG@, Télé 50, Congoweb TV, Univers Tv.

Cette configuration expose de fait l'alignement de la plupart des télévisions commerciales sur des figures politiques majeures. L'on peut indiquer à titre illustratif, CCTV (Canal Congo Télévision) et CKTV (Canal Kin Télévision) pour Jean-Pierre Bemba ; Digital Congo, qui s'était positionnée

dans le paysage comme la chaîne « présidentielle privée » du temps de la Présidence de Joseph Kabila tout comme Télé 50, bénéficiant régulièrement d'une attention privilégiée de la part des plus hautes autorités, parfois au détriment de la télévision publique officielle ; l'on pourrait allonger la liste à la RTG@, propriété de l'homme politique Pius Muabilu, ou plus récemment de l'Univers TV et le Peuple d'Abord Tv qui s'alignent sur l'idéologie du pouvoir politique de l'actuel Président de la République.

À partir de la seconde moitié des années 1990 et surtout au cours des années 2000, cette dynamique dépassera progressivement la capitale Kinshasa pour atteindre plusieurs provinces du pays. La multiplication des chaînes privées contribuera alors à une meilleure visibilité des réalités locales et régionales, favorisant ainsi l'expression de nouvelles identités médiatiques et territoriales. La télévision congolaise cessera alors d'être uniquement un média centralisé autour des institutions nationales pour devenir également un espace de représentation des communautés et des territoires.

Cette expansion quantitative des diffuseurs révélera néanmoins les limites du modèle analogique. L'augmentation du nombre de chaînes accentuera les contraintes liées à la disponibilité des fréquences, à la qualité technique de la diffusion et à la gestion du spectre radioélectrique. Elle préparera ainsi une nouvelle étape dans l'histoire de l'audiovisuel congolais : celle de la transition numérique, qui va profondément transformer les infrastructures, les modèles économiques et les pratiques professionnelles de la télévision.

La transition vers la TNT et les dynamiques contemporaines

Dans ce contexte, la migration vers la Télévision Numérique Terrestre (TNT) s'imposera comme une étape essentielle de la modernisation technologique de l'audiovisuel congolais. Cette transition répondra non seulement aux besoins internes liés à l'expansion des chaînes de télévision, mais également aux engagements internationaux de la RDC en tant qu'État membre de l'Union internationale des télécommunications (UIT, 2006). C'est dans ce cadre que l'espace audiovisuel congolais va engager son processus de migration vers la TNT en 2015 afin de faciliter l'accès d'un plus grand nombre d'opérateurs à la diffusion télévisuelle et d'améliorer la couverture des populations sur l'ensemble du territoire national.

Soixante ans après ses débuts, le paysage télévisuel congolais se caractérise désormais par une forte pluralité d'acteurs et de statuts, structuré autour de plusieurs segments clés :

- Un télédiffuseur public (la RTNC) : disposant de trois chaînes nationales (RTNC1, RTNC2, RTNC3) et pourvu d'antennes dans les 26 provinces, bien que les taux de production locale y demeurent très variables ;
- Une centaine de télévisions privées commerciales : dont une dizaine émettent presque sur l'ensemble du territoire national ;
- Des télévisions privées confessionnelles et communautaires : ancrées dans la proximité religieuse et sociale ;
- Une offre internationale diversifiée : portée par plusieurs télévisions internationales diffusées sur le réseau TNT, les bouquets disponibles par satellite ainsi que par la Webtélé (avec notamment, la nouvelle application mobile de la RTNC).

Parallèlement, alors que cette migration tendra vers une expansion numérique, la télévision en RDC fait aujourd'hui face à des défis majeurs liés à l'essor d'Internet, ce qui entraîne une transformation profonde de son rapport aux programmes et aux téléspectateurs (Kredens & Rio, 2015). Les nouvelles technologies numériques modifient radicalement les pratiques de production et de réception, incitant les chercheurs à repenser le modèle médiatique traditionnel (Kredens & Rio, Idem). C'est dans ce contexte que le marché de l'audiovisuel connaît l'essor des distributeurs de télévision payante. Des opérateurs tels que Canal+ vont progressivement étendre leurs services et contribuer à diversifier l'offre télévisuelle et à modifier les habitudes de consommation des téléspectateurs.

A ce jour, la concurrence ne provient plus uniquement des bouquets de télévision payante et des services de télévision par Internet (IPTV) mais également des plateformes de diffusion en ligne et des réseaux sociaux, qui occupent une place croissante dans l'accès à l'information et aux contenus audiovisuels. Face à ces mutations, les Congolais ne se positionnent pas comme des récepteurs passifs ; au contraire, ils interprètent activement les messages médiatiques en fonction de leur propre contexte culturel et social (Mungenga, 2025). L'intégration de perspectives féministes et postcoloniales enrichit à cet égard la compréhension des dynamiques de pouvoir à l'œuvre dans la réception des médias (Mungenga, 2025). La relation entre télévision et publics se trouve ainsi redéfinie. Désormais, les téléspectateurs ne sont plus seulement des consommateurs de programmes diffusés selon une temporalité imposée par les chaînes ; ils deviennent également des acteurs de la circulation des contenus, capables de commenter, partager, produire ou détourner les images télévisuelles sur les réseaux Sociaux.

Parallèlement à ces mutations structurelles, l'avènement d'Internet a favorisé l'émergence d'une pratique journalistique qualifiée par Kayan (2018) de « journalisme patriotique ». Né vers 2008-2009 sous forme de résistance politique par le biais de la vidéo en ligne, ce mouvement se caractérise par une « prédication journalistique » brute et sans censure, qui s'affranchit des genres classiques pour militer activement pour le changement de régimes politiques. Toutefois, Kayan en souligne les dérives déontologiques ainsi qu'une version « perversie » de la participation : d'une part, ce discours se range derrière un militantisme politique déréglé au détriment d'autres enjeux sociaux ; d'autre part, son caractère participatif reste fortement limité en RDC, où l'accès à Internet demeure historiquement faible pour la grande majorité de la population. Conçu à l'origine comme une alternative démocratique face aux médias officiels perçus comme des caisses de résonance du pouvoir, ce modèle s'inscrit dans une refiguration ambivalente de l'espace informationnel congolais à l'ère numérique.

La télévision en RDC, c'est aussi une importante richesse patrimoniale en productions audiovisuelles, d'archives et de préservation de la mémoire télévisuelle.

L'anniversaire des soixante ans de la télévision congolaise offre donc l'opportunité d'engager une réflexion collective sur le patrimoine, les trajectoires passées, les mutations présentes et les futurs possibles de ce média. À travers différentes perspectives, cet appel à articles ambitionne de contribuer à une meilleure compréhension de la télévision congolaise comme objet médiatique, culturel, politique et économique, mais également comme révélateur des grandes transformations qui traversent les sociétés contemporaines à l'ère numérique.

Dans cette condition, ce numéro spécial sur les 60 ans de la télévision tentera de répondre à la problématique globale suivante :

Comment la télévision congolaise s'est-elle transformée au cours de ses soixante années d'existence sous l'effet conjoint des mutations politiques, des recompositions sociales, des évolutions économiques, des innovations technologiques et des dynamiques globales de numérisation des médias ?

Axes thématiques

Les propositions d'articles théoriques ou empiriques pourront ainsi s'inscrire dans un ou plusieurs des axes suivants, sans que cette liste soit exclusive :

Axe 1. Histoire, mémoire et trajectoires de la télévision congolaise (1966-2026) : Cet axe invite à revisiter les différentes périodes de l'histoire de la télévision congolaise, les acteurs qui l'ont façonnée, les institutions qui l'ont portée ainsi que les ruptures et continuités qui caractérisent son évolution.

Axe 2. Télévision, espace public et consommation des programmes télévisuels : Cet axe propose d'explorer la place de la télévision dans la construction de l'espace public, sa réception et sa consommation. Les contributions pourront analyser le rôle de la télévision dans la gouvernance politique, la démocratie, la participation citoyenne, la régulation des médias et la liberté d'expression. Les travaux s'intéresseront également aux évolutions des pratiques de réception et de consommation des programmes télévisuels, dans une perspective à la fois diachronique et contemporaine. Ils pourront examiner les effets de la transition numérique sur les modes d'accès aux contenus audiovisuels, notamment la délinéarisation des programmes, le visionnage sur smartphone et autres écrans connectés, la consommation via les plateformes numériques, la déterritorialisation des audiences ainsi que les nouvelles formes d'interaction et de participation des publics.

Axe 3. Industries médiatiques congolaises (économies, publicité et modèles télévisuels) : Cet axe s'intéressera à la structuration et aux mutations des industries médiatiques, en mettant l'accent sur l'émergence des opérateurs privés, les modèles économiques de la télévision congolaise, les stratégies des acteurs et les transformations du marché audiovisuel national. Il analysera les mécanismes de financement des chaînes, les logiques de concurrence, les dynamiques de concentration ou de diversification des offres. Une attention particulière sera également accordée à l'évolution des annonces publicitaires et des autres formes de communication marketing produites ou diffusées à la télévision depuis sa création. L'objectif sera d'étudier les transformations des contenus publicitaires, des techniques de persuasion, des formats et des stratégies de ciblage des publics, ainsi que les mutations des relations entre les annonceurs, les agences de communication, les régies publicitaires et les chaînes de télévision, ainsi que l'influence de la mondialisation, de la numérisation et des nouveaux usages médiatiques sur les pratiques publicitaires à la télévision congolaise.

Axe 4. Numérique et transformations des métiers, des productions et des écritures télévisuelles : Les contributions pourront examiner les enjeux techniques, institutionnels et économiques liés à la transition numérique, ainsi que leurs effets sur l'organisation du secteur. Ils s'intéresseront notamment aux transformations du travail journalistique, de la production audiovisuelle, des formats, des genres et des pratiques professionnelles. Ils porteront également sur les relations entre la télévision, l'intelligence artificielle, les réseaux sociaux, les plateformes de streaming, la vidéo en ligne, les nouveaux écrans et la recomposition des usages médiatiques.

Axe 5. Approches comparatives et critiques des transformations télévisuelles : Cet axe encourage les analyses mettant en perspective l'expérience congolaise avec d'autres trajectoires africaines ou internationales afin de mieux comprendre les convergences et les singularités des mutations audiovisuelles contemporaines. Bien que le pluralisme soit souvent mis en avant, les contributions pourront utilement discuter les arguments de certains chercheurs selon lesquels la télévision peut également mener à une homogénéisation des cultures locales, remettant ainsi en question l'idée que les médias favorisent uniquement la diversité culturelle.

Axe 6. Télévision congolaise, patrimoine audiovisuel et mémoire médiatique nationale : La télévision en RDC constitue également un patrimoine audiovisuel essentiel à la préservation de la mémoire nationale. À travers ses productions et ses archives, elle documente les évolutions politiques, sociales et culturelles du pays. Cet axe propose d'examiner les enjeux de la conservation, de la numérisation et de la valorisation de ce patrimoine, ainsi que son rôle dans la recherche et la transmission de la mémoire collective. Il rassemblera également les travaux de recherche consacrés à la télévision congolaise dans ses dimensions historiques, patrimoniales, culturelles et mémorielles. Il s'intéressera à la télévision en tant qu'objet de recherche et patrimoine audiovisuel contribuant à la préservation de la mémoire nationale.

Modalités de soumissions

Le numéro 2 du Volume XXII de *Cahiers Congolais de Communication* entend réunir des travaux théoriques, historiques, empiriques et comparatifs permettant d'éclairer les différentes dimensions de cette transformation de la télévision congolaise.

La longueur des articles à soumettre est de **25.000 à 35.000 signes** (espaces compris) et rédigés selon les normes éditoriales des articles de la revue (disponible sur le site de la revue : <https://revue-unisic.org/politique-editoriale>).

La proposition d'article sera accompagnée d'un autre fichier reprenant l'identité de l'auteur (ou des auteurs) : Nom, statuts et rattachement institutionnel, titre de la communication, résumé de **1.000 signes** (espaces compris) et 4 mots-clés.

Les textes sont à soumettre sur le site de la revue (<https://revue-unisic.org/soumettre>) ou à envoyer à appel2026@revue-unisic.org et doudou.bossassi@revue-unisic.org. Un accusé de réception sera renvoyé.

Les articles seront soumis à une évaluation en double aveugle par le comité scientifique. À la suite de cette phase, la version définitive du texte (prenant en compte les éventuelles remarques et

retours des évaluateurs), incluant les corrections mineures ou majeures demandées, sera soumise au comité éditorial.

Calendrier

- **27 juillet 2026** : Lancement de l'appel à contributions ;
- **25 octobre 2026** : Clôture de réception des articles complets ;
- **30 novembre 2026** : Retour aux auteurs après évaluation scientifique ;
- **15 janvier 2027** : Remise des versions révisées des articles ;
- **Février 2027** : Finalisation éditoriale et publication de la revue.

Comité scientifique

- Alexis Mbikayi, Université des Sciences de l'Information et de la Communication
- Andrea Catellani, Université Catholique de Louvain
- Axel Gontcho, Aix-Marseille Université / UNISIC
- Bercky Kitumu, Université des Sciences de l'Information et de la Communication
- Christelle Sukadi, Université de Lubumbashi
- Claude Mukeba, Université des Sciences de l'Information et de la Communication
- David Mukendi, LARSICOM
- Doudou Bossassi, Université Pédagogique Nationale
- Eddie Tambwe, Université des Sciences de l'Information et de la Communication
- Espérance Bayedila, Université des Sciences de l'Information et de la Communication
- François Atubolo Elik, Université des Sciences de l'Information et de la Communication
- François Lambotte, Université Catholique de Louvain
- Georges-Jérémie Wawa, Université des Sciences de l'Information et de la Communication
- Jean-Christien Ekambo, Université des Sciences de l'Information et de la Communication
- Jean-Claude Likosi, Université Catholique du Congo
- Lassané Yaméogo, Université Joseph Ki-Zerbo
- Maombi Mukoma, Université des Sciences de l'Information et de la Communication
- Marie Fierens, Université Libre de Bruxelles
- Marième Pollèle Ndiaye, Université Gaston Berger
- Moustapha Mbengue, Université Cheikh Anta Diop de Dakar / EBAD
- Paul Okomba, Université des Sciences de l'Information et de la Communication
- Philippe Marion, Université Catholique de Louvain
- Philippe Ntonda, Université des Sciences de l'Information et de la Communication
- Pierre N'Sana, Université des Sciences de l'Information et de la Communication
- Ribio Nzeza, Université Senghor

- Vicky Elongo, Université de Kinshasa

Bibliographie

- Blanchard, S. (2019, 14 février). Les chemins de la démocratie : Les conférences nationales. DW.
- Elite, G. G. (2014). Sociographie de la télévision congolaise : Voyage au cœur du système télévisuel du Congo-Kinshasa. L'Harmattan.
- Fierens, M. (2017). Le journalisme de presse écrite en République démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire : Retour sur une expérience comparative. *Sur le journalisme, À propos du journalisme, Sobre jornalismo*, 6(2), 96–109.
- Frère, M.-S. (1996). Voyage dans la presse zaïroise. FIJ.
- Frère, M.-S. (2000). Presse et démocratie en Afrique francophone : Les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger. Karthala.
- Frère, M.-S. (2005). République démocratique du Congo : Les médias en transition. *Politique africaine*, 97(1), 49–65.
- Frère, M.-S. (2008). Le paysage médiatique congolais : État des lieux, enjeux et défis. Karthala.
- Gazibo, M. (2010). Le bilan du processus de démocratisation. Dans *Introduction à la politique africaine* (pp. 214–236). Presses de l'Université de Montréal.
- Institut Panos Paris. (2004). Les médias en République démocratique du Congo : État des lieux.
- Kayan, S. (2018). Sur l'autoroute de l'information numérique : Le journalisme citoyen en RD du Congo face au défi de la post-vérité. L'Harmattan.
- Kredens, E., & Rio, F. (2015). La télévision à l'ère numérique : Entre pratiques émergentes et reconfiguration de l'objet médiatique. *Études de communication*, 44, 15–28.
- Losch, F. (2021). Les pérégrinations de Guy Bernède, acteur et témoin de la coopération télévisuelle post-indépendances : De l'Ocora Télévision à FR3 Dom-Tom (1962-1975). *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, (1), 143–166. <https://doi.org/10.51185/JOURNALS/RHCA.2021.E294>
- M'pereng Djeri, J. (2006). Presse et histoire du Congo-Kinshasa : Le discours de la presse et son rôle dans le processus de démocratisation (1990-1995). L'Harmattan.
- Mongin, O. (2004). La société des écrans. *Communications*, 75(1), 219–227.
- Mungenga Kawanda, F. (2025). Réception médiatique en République démocratique du Congo : Dynamiques, discours et déconstruction des publics. Upway Books. <https://doi.org/10.65522/upwaybooks.9781917916899>
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. (2014). Évaluation du développement des médias : République démocratique du Congo. UNESCO.
- Pack, T. (2017). Diversité culturelle ou mondialisation des imaginaires ? Les dilemmes de la télévision contemporaine. Global Media Press.

- Tshionza, G. (1996). Les médias au Zaïre : S'aligner, ou, se libérer ? L'Harmattan.
- Union internationale des télécommunications. (2015). Final Acts of the Regional Radiocommunication Conference for planning of the digital terrestrial broadcasting service in parts of Regions 1 and 3, in the frequency bands 174–230 MHz and 470–862 MHz (RRC-06). UIT.